



Communiqué de Presse



Les remords et le mordant des signataires du Ségur ?

Le 09/11/21 la Fédération FO Services Publics et Santé a convié les organisations représentatives de la Fonction Publique Hospitalière : CGT, CFDT, SUD et UNSA à une réunion unitaire en visioconférence.

Paradoxalement, alors que FO invite les organisations syndicales à se rencontrer, le dialogue s'avère impossible et le ton devient rapidement agressif, FO reprochant notamment à la CGT son activité unitaire avec d'autres organisations. La CFDT, quant à elle, exprime clairement ne pas vouloir travailler avec des organisations et collectifs qu'elle considère non représentatifs.

La CGT et SUD déplorent cette attitude non constructive à l'heure où les professionnels de nos secteurs d'activité sont confrontés à des conditions de travail totalement dégradées et subissent des fermetures d'établissements, de lits et de structures impactant la prise en charge de la population.

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale et la Fédération Sud Santé Sociaux avaient accepté cette rencontre avec les organisations syndicales signataires de l'accord Ségur en dépit du fait que, depuis leur signature, ces mêmes organisations ne participent plus aux réunions unitaires rassemblant 10 organisations syndicales para médicales et médicales, collectifs et associations (*AMUF, APH, CFE CGC, SUD, le Collectif Inter Blocs, le Collectif Inter Hôpitaux, le collectif Inter Urgences, le Printemps de la Psychiatrie et la Coordination Nationale de Défense des Hôpitaux et Maternités de proximité*) qui portent ensemble un socle commun de revendications depuis plusieurs années.

C'est pourtant ce large front unitaire qui est à l'origine des mobilisations historiques que nous avons connues et qui ont contraint le gouvernement à l'ouverture du Ségur de la Santé.

La CGT et SUD continueront, au sein de l'unité la plus large possible, à travailler dans l'intérêt et aux côtés de tou.te.s les salarié.e.s de nos secteurs d'activité, et se refusent à toute perte d'énergie dans des combats ou des stratégies qui n'en valent pas la peine et qui sont bien loin des légitimes préoccupations et revendications des professionnel.le.s.

Paris, le 10 novembre 2021.